



Eurométropole de Strasbourg

1 Parc de l'Etoile

67076 Strasbourg Cedex

Tél : 03 68 98 51 19











www.strasbourg.eu/commande-publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

N° d'affaire :25EMS0181GP

**Maintenance, remplacement et location des groupes
électrogènes de l'Eurométropole et de la Ville de
Strasbourg**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Maintenance, remplacement et location des groupes électrogènes de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg
	Type de contrat	Accord-cadre à prix mixtes
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	1 an
	Reconduction	Avec
	Prix	Défini par prestation
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
3 - Pièces contractuelles	5
4 - Durée et délais d'exécution.....	5
4.1 - Durée du contrat	5
4.2 - Reconduction.....	5
5 - Prix.....	6
5.1 - Modalités de variation des prix.....	6
5.2.1 - Modifications financières.....	6
5.2.2 - Modifications des conditions d'exécution du marché	7
5.2.3 - Modification du groupement momentané d'entreprises	7
5.2.4 - Reconduction anticipée de l'accord-cadre	7
5.2.5 - Conséquences des négociations menées.....	7
6 - Garanties Financières.....	7
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
8 - Modalités de règlement des comptes.....	8
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
8.3 - Délai global de paiement	9
8.4 - Paiement des cotraitants.....	9
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
10 - Développement durable.....	10
11 - Constatation de l'exécution des prestations	10
11.1 - Vérifications	10
11.2 - Décision après vérification	10
11.3 - Vérification de la prestation "promotion de l'emploi"	10
12 - Garantie des prestations.....	10
13 - Maintenance.....	11
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	11
15 - Pénalités.....	11
15.1 - Pénalités de retard	11
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	11
15.3 - Applicabilité des pénalités	11
16 - Assurances.....	11
16.1 - Attestation.....	11
17 - Obligation de vigilance	12
18 - Résiliation du contrat.....	12
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	12
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
19 - Règlement des litiges et langues	12
20 - Dérogations	12

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
25EMS0181GP - Maintenance, remplacement et location des groupes électrogènes de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg

Ce marché à prix mixtes fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, pour la part à prix forfaitaire mais également pour celle à prix unitaires.

La partie « marché ordinaire » concerne les prestations suivantes : maintenance préventive.

La partie « accord-cadre à bons de commande » concerne les prestations suivantes : location du matériel et maintenance curative.

Les fournitures, objet de la part à bons de commandes, sont définies selon les stipulations du bordereau des prix unitaires qui couvre environ 80% des articles couramment utilisés par le service et selon le(s) catalogue(s) et ou tarif(s) du titulaire dans la limite de 20% de l'ensemble des fournitures du marché, s'agissant exclusivement de fournitures, dans la mesure où la Collectivité se réserve la possibilité de commander sur ce ou ces derniers des articles, en rapport avec l'objet du marché, mais hors bordereau.

Le retrait d'une référence ne doit pas entraîner une rupture de l'approvisionnement. Pour cela, le titulaire doit proposer, le cas échéant, en remplacement, un article de qualité équivalente répondant aux mêmes exigences que celles prévues par le cahier des charges. Son prix ne pourra pas excéder celui de l'article remplacé et devra impérativement être validé par la Collectivité.

Le candidat devra indiquer dans le BPU le taux de remise accordé sur les prix du(es) catalogue(s) et / ou tarifs fournisseur.

Le marché s'exécute dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

- Ville de Strasbourg

Le coordonnateur du groupement de commandes est : Eurométropole de Strasbourg . Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

Le présent contrat est un accord-cadre à prix "mixtes" comprenant une part de prestation rémunérée à prix forfaitaire et une autre, rémunérée à prix unitaire sur la base de l'émission de bons de commande.

La partie « accord-cadre à bons de commande » correspond à un accord-cadre avec maximum, passé en application du Code de la commande publique, et qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;

- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

Les ordres de service émis dans le cadre de ce marché doivent être écrits.

Les ordres de service et les bons de commande doivent obligatoirement être signés par l'acheteur.

3 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- La déclaration de sous-traitant (formulaire DC4) le cas échéant
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe RGPD
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le(s) catalogue(s) fournisseur(s) non joints à la mise en forme du contrat
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le Questionnaire Technique et Environnemental (QTE)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (non joint à la mise en forme du contrat)

En cas de discordance entre les pièces du marché remises par le titulaire dans son offre et les documents de la consultation conservés par le pouvoir adjudicateur dans ses archives, ces derniers prévalent.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 01/01/2026, ou de la date de notification si elle est postérieure.

Pour la partie « marché ordinaire », l'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par le contrat, valant ordre de commencer les prestations.

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5 - Prix

5.1 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (08/2025); ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (010534825 (n) / 010534825 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : dernière valeur définitive connue de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

La révision pourra être demandée par écrit par la collectivité ou par le titulaire du marché **au plus tard un mois après la date anniversaire de notification du marché.**

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Passé le délai ci-dessus énoncé, les deux parties sont réputées renoncer à appliquer la révision pour la période concernée.

La révision des prix sera calculée sur la base de la dernière valeur définitive connue de l'index de référence. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

En cas d'arrêt de l'indice de variation des prix du présent marché, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index 010534825 « Équipements électriques ».

Modalités de variations des prix du catalogue :

Lors de chaque mise à jour de son catalogue général et des tarifs afférents, le titulaire devra adresser au gestionnaire du marché, au plus tard deux semaines avant l'entrée en vigueur des nouvelles conditions tarifaires, un exemplaire de son catalogue accompagné du tarif qu'il pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

La remise accordée sur les prix catalogue et /ou tarifs est une remise minimale garantie sur la durée totale du marché.

Les évolutions de tarifs du(es) catalogue(s), les modifications pour révisions de prix et les remises exceptionnelles ne seront pas constatées par avenant.

5.2 - Clause de réexamen

Par dérogation à l'article 25 du CCAG - FCS, à la demande de l'une ou l'autre des parties, le titulaire du marché et le représentant de l'acheteur pourront se rencontrer, sur la base d'un ordre du jour défini conjointement, pour faire le point sur l'exécution du marché.

5.2.1 - Modifications financières

En cas de circonstances que les parties ne pouvaient pas prévoir dans leur nature ou dans leur ampleur et qui modifient de manière significative les conditions d'exécution du marché, elles examinent de bonne foi les conséquences financières.

Les parties négocient les modalités de prise en charge, totale ou partielle, des évolutions induites par cette circonstance sur la base des justificatifs fournis par le titulaire.

Pourront être modifiés, notamment :

- Les prix du marché ou de l'accord-cadre ;
- Le pourcentage de remise sur les prix « catalogues » du titulaire ;
- La clause de révision des prix.

5.2.2 - Modifications des conditions d'exécution du marché

Les parties au contrat pourront discuter des évolutions techniques des prestations du marché, dans les cas suivants :

- Lorsqu'elles permettent de réaliser des économies de ressources (naturelles, financières, humaines...) ;
- Lorsqu'elles sont rendues nécessaires par des évolutions réglementaires.

5.2.3 - Modification du groupement momentané d'entreprises

Dans l'hypothèse où le titulaire du présent marché est un groupement momentané d'entreprises, les parties pourront :

- convenir d'un changement de mandataire en cours d'exécution du marché ;
 - Décider d'un changement dans la forme du groupement momentané d'entreprise ;
 - Modifier la composition du groupement en retirant, substituant ou ajoutant une entreprise ;
- L'accord de l'ensemble des membres du groupement sera nécessaire.

5.2.4 - Reconduction anticipée de l'accord-cadre

En cas d'atteinte de 90% montant maximum de l'accord-cadre avant la fin de la période d'exécution du contrat, les parties pourront convenir d'une reconduction anticipée. L'avenant déterminera les nouvelles périodes d'exécution de l'accord-cadre.

5.2.5 - Conséquences des négociations menées

Les éléments négociés sur lesquels l'acheteur et le titulaire se seraient entendus et leur date d'entrée en vigueur seront entérinés par voie d'avenant s'ils devaient modifier le contenu initial du marché. Néanmoins, le contenu de ces avenants ne devra pas changer la nature globale du marché, conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions suivantes :

- pour la partie « marché ordinaire », lorsque le montant initial de cette partie est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois ;
- pour la partie « accord-cadre à bons de commande », pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à :

- 10,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la partie « marché ordinaire », si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.
- 10,00 % du montant du bon de commande émis dans le cadre de la partie « accord-cadre à bons de commande » si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure

à douze mois, l'avance est égale à 10,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises de la partie « marché ordinaire », ou 65,00 % du montant du bon de commande émis dans le cadre de la partie « accord-cadre à bons de commande ». Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Pour la partie « marché ordinaire », des acomptes sont versés au fur et à mesure de l'avancement des prestations, sur la base de factures établies mensuellement par le titulaire et précisant l'état d'avancement des prestations.

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », le règlement des prestations est effectué sur la base de chaque bon de commande après achèvement complet des prestations commandées (ou par acompte si le délai d'exécution du bon dépasse 3 mois). Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. L'utilisation de cette plateforme est simple, gratuite et acceptée par toutes les collectivités publiques. Pour s'en servir, il vous suffit de créer un compte et de vous munir du SIRET du budget de la collectivité concernée, ainsi que du numéro d'engagement qui vous aura été communiquée pour déposer vos factures électroniques.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;

- le numéro du marché ;
 - le numéro d'engagement de la collectivité : AP ou CP, millésime, collectivité, budget, N° à 6 ou 7 chiffres;
 - la date d'exécution des prestations ;
 - la nature des prestations exécutées ;
 - la désignation de l'organisme débiteur
 - La décomposition des prix forfaitaires
 - lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause;
 - le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
 - le taux et le montant de la TVA ;
 - les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
 - le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG susmentionné;
 - le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
 - la date de facturation.
 - en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
 - en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
 - le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, le paiement est effectué sur le compte du mandataire. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). La partie « accord-cadre à bons de commande » du contrat s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon, ou à la date indiquée par celui-ci le cas échéant.

Adresse de livraison :

Centre administratif, 1 parc de l'étoile 67076 Strasbourg
Stade de la Meinau, 12 rue de l'Extenwoerth 67100 Strasbourg
Centre Nautique de Schiltigheim, 9 rue de Turenne 67300 Schiltigheim
Vélodrome de HautePierre, parc des sports rue Baden Powell 67200 Strasbourg
PC Zielbaum , 17 rue Zielbaum 67100 Strasbourg
Station de pompage - rocade sud à Geispolsheim
École Marcelle Cahn 33, rue Cerf-Berr 67000 Strasbourg

L'adresse de livraison sera précisée à chaque bons de commande.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

10 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

11.3 - Vérification de la prestation "promotion de l'emploi"

Sans objet.

12 - Garantie des prestations

Modalités de la garantie :

- Durée de garantie : garantie constructeur avec un minimum imposé d'un an
- Point de départ de la garantie : Date d'intervention
- Description des conditions : à donner pour chaque pièce mise en œuvre

13 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant une durée de 4 ans à compter de la date d'expiration du délai de garantie. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 32 du CCAG-FCS.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG :

Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, le titulaire encourt une pénalité de 100€ par jour calendaire de retard, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Applicabilité des pénalités

le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas appliquer les pénalités.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

16.1 - Attestation

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A l'issue de ce délai, et en l'absence de transmission de l'attestation d'assurance requise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre toutes les demandes de paiement émises par le titulaire défaillant, jusqu'à la régularisation par ce dernier de son dossier administratif.

La présente clause n'est pas opposable au titulaire qui a joint une attestation d'assurance valide à l'appui de son dossier de candidature.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

17 - Obligation de vigilance

le pouvoir adjudicateur veillera, en cours d'exécution du présent contrat, à la régularité fiscale et sociale (dans les conditions fixées par l'article D. 8222-5 du Code du travail) du titulaire. S'il ne parvient pas à obtenir, par ses propres moyens, les preuves de la régularité fiscale et sociale du titulaire, une mise en demeure sera transmise au titulaire afin qu'il prouve sa régularité fiscale et sociale, faute de quoi, il s'exposera à une résiliation pour faute du marché, sans autre mise en demeure.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

20 - Dérogations

- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 25 du CCAG - Fournitures courantes et services
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

- L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

